

Terrorisme d'État argentin (1970-80) et figures du déplacement : mensonge versus mémoire

Marie ROSIER

Université Lumière Lyon 2 – LCE

Le fait de ne pas être « à sa place » est un positionnement qui nous intéresse vivement, car il implique des conséquences à la fois positives et négatives. D'une part elles sont positives : « ne pas être à sa place », à celle qui nous incombait par naissance, éducation, tradition, norme, a de bons côtés car on observe alors le monde qui nous entoure depuis un autre lieu, avec un regard ouvert, décalé, inattendu, qui balaie, s'intéresse à tout. D'autre part, elles peuvent être négatives : cette phrase est aussi synonyme d'exclusion dans le sens où l'on exclut celle ou celui que l'on pense ne pas être à sa place pour le déplacer vers un autre lieu, symbolique ou bien réel. Nous pourrions penser, par exemple, à la façon qu'ont les États de traiter les « sans » : les « sans-papiers » qui sont la plupart « sans logement », « sans argent », « sans famille », « sans pays », les « sans-parts » de Jacques Rancière¹. De nombreux gouvernements excluent, déplacent, expulsent ceux qu'ils ne considèrent pas être à leur place, les condamnant à l'errance, au « non lieu ». Et alors même que nous évoquons ce terme, nous pouvons faire le lien avec les « disparus » argentins.

Nous montrerons donc que la dictature argentine (1976-1983) a eu recours à la terreur et au mensonge pour mener à bien ses objectifs. Nous parlerons alors de la disparition forcée exercée dans les années 1970-80 en mettant en avant deux déplacements : l'un spatial et l'autre discursif. Spatial, car il s'agit pour les militaires de déplacer des personnes qui, pour eux, ne sont pas « à leur place » dans cette nouvelle société dont la construction s'appuie sur le « Processus de Réorganisation Nationale ». Discursif, car la junte joue avec les mots, déplace les sens. Par exemple, le général putschiste Jorge Videla n'hésite pas à employer l'euphémisme « disparus », ce qui permet de ne pas avouer les multiples assassinats de militants de gauche. Enfin, nous présenterons quelques exemples de reconquête des lieux ou symboles de la dictature menée par les associations

¹ Pour Jacques Rancière, attentif au principe d'égalité, l'une des fonctions du philosophe est d'écouter les « sans-parts » c'est à dire les « sans-titres » qui ont aussi le droit d'exercer le pouvoir dans un État démocratique. Catherine Halpern interviewe Jacques Rancière dans « Rencontre avec Jacques Rancière : L'émancipation est l'affaire de tous », *SciencesHumaines.com*, 10 mai 2011. [En ligne, Url : http://www.scienceshumaines.com/rencontre-avec-jacques-ranciere-l-emancipation-est-l-affaire-de-tous_fr_27148.html].

des Droits de l'Homme et les artistes. C'est un véritable travail de reconstruction de la mémoire de la disparition qui permet aux victimes directes et collatérales de prendre ou reprendre une place dans la société argentine. Nous évoquerons les actions de plusieurs associations et ferons référence à l'un des textes de Nora Strejilevich², une écrivaine argentine ex-détenue disparue, et au travail du photographe argentin Res³.

« Pas à sa place ? » : La disparition

La disparition est un instrument de la violence politique et une violation des Droits de l'Homme. Elle ne relève pas de l'usage exclusif de l'Argentine mais à partir de 1976, la disparition de personnes devient dans ce pays une modalité de la répression étatique nationale. Les militaires enlèvent illégalement des femmes et des hommes pour les jeter dans des Centres Clandestins de Détention dans lesquels ils sont isolés dans une cellule, numérotés, les yeux bandés, entravés, réduits au silence, puis torturés ou exécutés. Pilar Calveiro⁴ explique qu'emprisonner dans des caves immondes, priver le disparu de son nom, le transformer en *chupado*⁵, en « chose aspirée », couverte de boue, dans les entrailles de la terre, c'est le transformer en corps sans identité, en mort sans cadavre. Il s'agit d'un procédé de *vaciamiento*⁶ proche de celui qui fut pratiqué dans les camps d'extermination nazis. Par ailleurs, nous ne pouvons ignorer le lien entre les techniques de disparition du terrorisme d'État argentin et celles du régime nazi. En effet, en 1941, le Maréchal Keitel signe un décret ordonnant la déportation de tous les opposants au Reich dans le cadre des mesures appelées « Nuit et brouillard ». Après la Seconde Guerre mondiale, la disparition forcée de personnes est utilisée lors de la bataille d'Alger en 1957. Elle est alors considérée par les militaires comme une arme de guerre contre-révolutionnaire au même titre que la torture.

Dans l'Argentine des années 1970-80, les disparitions constituent une expulsion ; les victimes sont enlevées, littéralement aspirées, avalées par la terre dans un mouvement vertical descendant. Il s'agit d'une marginalisation forcée, d'une forme d'exil vers le monde des morts, d'un déplacement massif d'un groupe pour le faire disparaître. La disparition est une séquestration sans fin et une décision prise par le Haut Commandement militaire. Pour Martine Déotte⁷,

² Nora Strejilevich, *Una sola muerte numerosa*, Miami, North-South Center Press University of Miami, Edición Letras de Oro, 1997.

³ Photographe argentin dont l'un des premiers travaux *¿Dónde están?*, produit entre 1984 et 1989, a consisté à aborder le thème des disparus. [En ligne, Url : www.res.com.ar].

⁴ Pilar Calveiro, *Poder y desaparición : Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Colihue, 1998, p. 28.

⁵ « Aspiré ». Cette traduction, ainsi que toutes celles qui suivent sauf mention contraire, ont été faites par l'auteur de cet article.

⁶ « Évacuation ».

⁷ Martine Déotte, « L'effacement des traces, la mère, le politique », *Socio-anthropologie*, n° 12, 2002, mis en ligne le 15 mai 2004 : <http://socio-anthropologie.revues.org/index153.html>.

elle n'est pas due au zèle de quelques militaires psychopathes mais fait bien partie d'une stratégie politique et d'une doctrine qui repose sur la négation de l'humanité. Elle est donc mûrement réfléchie et ne présente que des avantages pour l'armée, car elle est secrète en même temps qu'elle est visible. En effet, pour la junte, toute personne qui ne collabore pas avec elle est un ennemi à faire disparaître. Pour cela, le dispositif d'enlèvement est tellement spectaculaire que les voisins de la victime ne peuvent ignorer la séquestration et le non-retour à la maison. La junte agit selon une matrice schizophrène, elle cache mais distille des informations pour rendre spectaculaire l'invisible et ce qu'on ne doit pas voir, pour créer le chaos, la confusion, l'irréalité et l'effroi. La disparition forcée permet donc de déplacer à tout jamais la personne incriminée appelée « cible » ou « paquet », deux appellations qui n'ont plus rien d'humain ; et ce que les militaires commettent sont bien des crimes contre l'humanité. La disparition permet donc de propager la terreur et d'annihiler les résistances.

Tzvetan Todorov⁸ affirme, et nous sommes d'accord avec lui, que les régimes totalitaires font tout pour effacer la mémoire, les traces. Dans le cas de l'Argentine, la disparition constitue un effacement du corps et de l'identité. Tout se fait dans l'illégalité, il n'y a pas de procès et toutes les preuves de délit de la part de l'État sont effacées. Il s'agit de faire disparaître les corps et de ce fait, les preuves même de la mort.

L'État argentin devient alors terroriste, fait disparaître, torture, viole, assassine, vole des bébés en s'appuyant sur la Doctrine de Sécurité Nationale mise en place dans les années 1970 et qui sonne le glas des libertés individuelles. Cette doctrine s'inspire de la théorie d'endiguement de Harry S. Truman et de la lutte anti-subversive menée par l'armée française en Indochine et en Algérie. Elle ordonne de combattre un ennemi nouveau, l'ennemi interne qui est le subversif (ou sa famille et ses amis même s'ils ne sont pas militants). Les militants seront alors persécutés et à cette fin, taxés de « traîtres », de « non Argentins », de « subversifs » ou de « terroristes ». S'opère donc un glissement, un détournement du terme de « militant » (le militantisme désigne le soutien actif à une cause, à un idéal, à une idéologie, à un parti politique) vers celui de « terroriste » (le terrorisme emploie la terreur à des fins politiques). Les agissements de cette junte constituent une longue liste de mensonges, de travestissements de la réalité, de déplacements, de manipulations.

Mensonges et déplacements sémantiques

Pour Lucas Martín⁹, qui s'appuie sur les réflexions d'Hannah Arendt, la dictature argentine a eu recours au mensonge politique organisé. Il considère que, pour les Argentins, les disparitions étaient visibles même si la perception qu'en

⁸ Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 2004.

⁹ Lucas G. Martín « Le mensonge organisé pendant la dernière dictature argentine. Penser la société argentine avec Hannah Arendt », *Tumultes*, 1/2008, n° 30, p. 195-214. [En ligne, Url : www.cairn.info/revue-tumultes-2008-1-page-195.htm, p. 202].

avaient les citoyens était peu nette et se situait entre le connu et l'inconnu, entre ce qui était vu et ce que l'on ne voulait pas voir. Au-delà du système de terreur et de mensonge instauré par le gouvernement militaire, la société argentine a contribué, ajoute-t-il, au fait que les disparitions deviennent invisibles, à ce qu'elles disparaissent de la réalité commune et partagée. De plus, selon lui, l'euphémisme *disparition* « permettait de s'évader de la réalité. Il permettait d'éviter toute allusion aux circonstances de la "disparition", de ne pas parler d'enlèvements, de possibles captivités et meurtres, des responsables de ces crimes, etc.¹⁰ »

La Junte a essayé à plusieurs reprises de modifier l'image négative qui lui était associée à cause des disparitions, en se construisant une image positive. On peut alors prendre l'exemple de la coupe du monde de football en 1978 organisée en pleine dictature, alors que les caves étaient remplies de prisonniers à exterminer. Il s'agissait de faire comme si de rien n'était, et cette tentative de détournement de la réalité s'accompagna plus tard d'une campagne de propagande intitulée *Los argentinos somos derechos y humanos*¹¹. Cette publicité positive, qui s'appuie sur un jeu de mots, était nécessaire à la Junte avant la visite de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme en septembre 1979, qui mettra au jour les disparitions forcées.

D'autre part, la Junte a créé d'autres types de déplacements, il s'agit de détournements du sens et de la symbolique des mots. Par exemple, dans le camp, *el traslado*¹², figure du déplacement puisqu'il signifie « transfert », était utilisé de façon perverse car il pouvait être synonyme d'espoir si le prisonnier était transféré vers une prison légale ou s'il était relâché (ce qui arrivait somme toute rarement), mais il était surtout synonyme de mort, les prisonniers étant endormis et jetés depuis un avion dans le fleuve (action qui était désignée comme « les vols de la mort »). De même, les noms donnés à certains Centres Clandestins de Détention – *el Olimpo, el Sheraton, el Vesubio...* – appartiennent à ce lexique de l'horreur, ce qui démontrait un cynisme morbide. Les militaires élaborent une autre langue qui crée « un autre monde », celui de l'extermination.

Par ailleurs, l'Histoire officielle (celle de la Junte et de la post-dictature) est construite sur un discours fictif, celui de la théorie des deux démons, ainsi que sur le terme erroné de « guerre sale » vue comme une guerre civile. Ce discours officiel est mensonger car il repose sur une reconstruction de l'histoire en termes de responsabilités. Raúl Alfonsín¹³, le premier Président de la jeune démocratie, décide de poursuivre les membres des trois premières juntas¹⁴, mais un décret

¹⁰ *Ibid.*, p. 205.

¹¹ « Nous les Argentins, nous sommes droits et humains ».

¹² « Transfert ».

¹³ Président argentin de 1983 à 1989.

¹⁴ Le procès a lieu du 22 avril au 9 décembre 1985 et condamne à la réclusion à perpétuité Videla et Massera qui seront amnistiés sous la présidence de Carlos Menem puis condamnés à nouveau par la suite.

précédant ordonnait de poursuivre les chefs des organisations militantes¹⁵. C'est ainsi que prend corps la théorie des deux démons. En substance, cette théorie légitime la violence étatique en mettant sur un pied d'égalité la violence politique de l'État et celle des organisations révolutionnaires. De la même façon, les militaires ont utilisé le terme de « guerre sale¹⁶ » pour ce qui, en réalité, n'était nullement une guerre mais une opération d'épuration de la société. Ils construisent un discours « médical » et se posent en chirurgiens capables d'opérer le mal dont souffre la société argentine de l'époque. Pilar Calveiro¹⁷ rappelle que les termes employés par la Junte pour éradiquer « la subversion » étaient ceux de *cirugía mayor*¹⁸, le camp de concentration étant une salle d'opération (c'est d'ailleurs ainsi qu'étaient appelées les salles de tortures : *el quirófano*¹⁹). L'État argentin des années 1980-90 a donc reconstruit une mémoire fictive, faite d'effacements et de mensonges, allant même jusqu'à édicter des lois d'impunité.

Mémoire : Reprendre sa place

Mensonge *versus* mémoire n'est pas un antagonisme symétrique, mais nous entendons la mémoire comme une révélation de la vérité. Il nous semble que, outre les positions institutionnelles actuelles en faveur de la construction de la mémoire, les actions des organisations des Droits de l'Homme ou les créations artistiques dont nous allons parler, se proposent de rétablir la vérité et de construire une mémoire exemplaire, telle que la définit Tzvetan Todorov. En effet, nous pensons, tout comme Todorov, que la mémoire exemplaire « permet d'utiliser le passé en vue du présent, de se servir des leçons des injustices subies pour combattre celles qui ont cours aujourd'hui, de quitter le soi pour aller vers l'autre²⁰ ».

Grâce à leurs actions militantes et grâce à l'art, ces personnes font entrer, à la fois dans le présent et sur la scène publique et collective, des événements passés individuels et collectifs. Ils font de l'Histoire passée un combat actuel. Ces reconstructions sont donc en faveur de la justice et participent activement à la construction d'une mémoire dans laquelle les exclus reprennent la parole, en s'exprimant et en investissant différents lieux.

¹⁵ Durant la Semaine Sainte de 1987, les militaires se rebellent et sous le nom de « Carapintadas », ils affrontent les opposants démocratiques. Pour éviter la guerre civile, Raúl Alfonsín négocie et assure qu'il n'y aura plus de procès de militaires. Il édicte alors la « Loi d'obéissance due ». Le poids des militaires reste donc constant même sous la démocratie, et l'insubordination des forces armées se poursuivra. En 1990, viendra le pardon présidentiel de Carlos Menem aux militaires ; les dispositions prises par ces deux présidents constitueront « les lois d'impunité ».

¹⁶ Lors du procès de la Junte de 1983, cette expression est réfutée par le tribunal car, pour les juges, il ne s'agit pas d'une guerre mais d'une répression étatique qui eut recours à des moyens illégaux.

¹⁷ Pilar Calveiro, *Poder y desaparición : Los campos de concentración en Argentina*, op. cit., p. 5.

¹⁸ « Chirurgie majeure ».

¹⁹ « Le bloc opératoire ».

²⁰ Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, op. cit., p. 31-32.

De plus, nous sommes persuadée que l'art qui fait acte de mémoire participe aussi à la construction de la mémoire collective du terrorisme d'État, en même temps qu'il propose au lecteur une manière d'appréhender le passé. L'art permet de comprendre et Beatriz Sarlo, reprenant la pensée de Susan Sontag, écrit : « Es más importante entender que recordar, aunque para entender sea preciso, también, recordar²¹. »

Toutefois, les injustices du passé sont en passe d'être réparées en Argentine puisque ces dernières années, les condamnations de lèse-humanité se multiplient. Et déjà en 2003, le Congrès avait annulé les lois d'impunité puis la Cour Suprême les avait déclarées anticonstitutionnelles en 2005. Entre ces deux dates, en 2004, un accord avait été signé pour que la ESMA (l'École de Mécanique de l'Armée, qui était un centre clandestin de détention pendant la dictature) devienne l'Espace de la Mémoire. Un espace qui vit et respire aujourd'hui grâce aux associations et au Centre Culturel qui est ouvert à tous.

Les organisations de défense des Droits de l'Homme

Les organisations de défense des droits de l'homme permettent de rendre publique la vérité et de la diffuser. Nous donnerons ici quelques exemples d'associations qui sont de véritables mouvements de résistance face aux mensonges de la dictature. Par exemple, Les Mères de la place de Mai (Madres de Plaza de Mayo) est une association de mères argentines dont les enfants ont « disparu », assassinés pendant la dictature militaire et demandent où sont leurs enfants. Leur nom vient de la place de Mai, qui se trouve en face de la Casa Rosada, siège du gouvernement à Buenos Aires, où elles organisent des rondes tous les jeudis depuis 1977. Leur lieu de rassemblement habituel était l'église Stella Maris mais la paroisse était infiltrée par les militaires de la Marine (elles la surnomment d'ailleurs Stella Maris « des assassins »).

Les Grand-mères de la place de Mai (Abuelas de Plaza de Mayo) est une ONG fondée en 1977, dont le but est de retrouver les enfants volés par les militaires et de les remettre à leur famille légitime. Les grand-mères comme les mères investissent donc un lieu symbolique et stratégique pour prendre leur place sur « la place » de Mai. Elles sont le symbole de la résistance à l'oubli et de la persistance de la mémoire individuelle et collective.

H.I.J.O.S. est un acronyme qui signifie « Fils et Filles pour l'Identité et la Justice, contre l'Oubli et le Silence ». Fondée en 1995, cette association regroupe les enfants de disparus et lutte contre l'impunité et pour la restitution de l'identité de leurs parents et/ou de leur frère ou sœur volés. Et pour citer une dernière organisation, mais il en existe d'autres, l'association d'ex-détenus disparus est un regroupement de survivants de camps de concentration qui luttent contre l'impunité et l'oubli.

²¹ Beatriz Sarlo, *Tiempo pasado, cultura de la memoria y giro subjetivo, una discusión*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 2005, p. 26. « Il est plus important de comprendre que de se souvenir même si pour comprendre il est aussi nécessaire de se souvenir ».

Toutes ces associations organisaient diverses manifestations de visibilité telles que les *siluetazos* : les manifestants construisaient des silhouettes en taille réelle des disparus qui étaient accrochées sur des lieux symboliques liés aux crimes de la dictature, ou les *escrachas*, qui sont des manifestations pacifiques qui se déroulaient devant le lieu de travail ou le domicile de personnalités ayant un lien avec la dictature et n'ayant pas été jugées. L'objectif de ces associations est donc de faire resurgir la vérité historique et de lutter contre l'injustice et l'oubli, ce qui pour nous est un axe fort de la reconstruction de la mémoire. Il s'agit d'une mémoire active qui prend sa place, à coup d'actions de résistance, depuis plusieurs années dans la société argentine.

Littérature

Nous avons choisi de parler de l'ouvrage de Nora Strejilevich, *Una sola muerte numerosa*²² car cette écrivaine argentine est une ex-détenue disparue (fait assez rare puisqu'il y eut très peu de survivants), mais aussi parce que son récit est une entreprise de reconstruction du passé personnel et historique dans lequel elle mêle différentes mémoires.

Nora Strejilevich a passé trois ou quatre jours dans un centre clandestin de détention de Buenos Aires appelé *El club Atlético*. À sa libération, elle est passée de la condition de « disparue » à celle d'« apparue » qui est un statut de l'entre-deux car celui qui réapparaît est considéré comme un revenant et ne peut reprendre sa place originelle dans la société. L'ex-disparu demeure condamné dans le gigantesque camp de concentration qu'est l'Argentine de la dictature. Surveillé par les militaires, le soupçon peut planer sur la raison de sa libération : et s'il avait parlé, donné des noms ? Il peut ainsi passer du lieu de militant à celui de traître. Et pour Graciela Daleo²³, le libéré peut transiter de l'état d'homme prisonnier vers celui de prisonnier de sa parole car s'il parle, il joue aussi le jeu des militaires qui veulent que les Argentins sachent ce qui se passe dans le camp pour ainsi diffuser la terreur. Pourtant, c'est en partie grâce aux survivants que la vérité a été connue car les militaires ont détruit les archives et parfois les camps, comme c'est le cas du *El club Atlético*. Cette série de déplacements forcés qu'a connue Nora Strejilevich l'a conduite à un ultime déplacement, celui de l'exil, lui aussi forcé.

Dans son texte, elle propose le récit hybride de son expérience, à mi-chemin entre le témoignage, le roman, l'enquête sur la disparition de son frère, à travers un collage de divers supports. *Una sola muerte numerosa* se construit à partir et autour de la disparition, celle des proches de Nora Strejilevich mais aussi de la sienne. L'oxymore du titre lie les mémoires individuelle et collective. Ce sont deux mémoires qui ne s'excluent pas mais qui puisent l'une dans l'autre pour

²² Nora Strejilevich, *Una sola muerte numerosa*, op. cit.

²³ Graciela Daleo, « El derecho a aparecer de los sobrevivientes » *Cátedra libre de derechos humanos*, Facultad de filosofía y letras – UBA, Buenos Aires, Asociación de ex detenidos desaparecidos, Argentina, abril, 2000.

se nourrir et exister. Le fait d'écrire ce livre comme une somme de témoignages et d'archives est en soit une entreprise mémorielle. Plus que d'exhumer l'histoire, il s'agit de l'autopsier : le lecteur ouvre un chapitre comme on ouvre la peau au scalpel. L'ouvrage est alors une métaphore du corps de l'Argentine disparue. Il n'y a pas d'interprétation des faits ou de commentaires mais une mise en avant des blessures, des coups, des lésions comme lors de l'examen *post-mortem* d'un légiste. L'écriture offre le repos aux disparus ; sans sépultures, âmes tourmentées sans destination, elle leur permet d'investir un lieu, leur rend justice.

Dans une scène du livre se déroulant sur les ruines du *Club Atlético*, ce que voit Nora, l'auteure narratrice, c'est une autoroute qui est venue effacer le camp. L'Etat a détruit les traces des tortures et assassinats en même temps qu'il a balayé d'un revers de main sa responsabilité. Mais tout ne peut s'effacer et Nora sait que les noms et les âmes ne disparaissent pas : « Pero no se arrasan los nombres, me digo, las almas no se arrasan²⁴ ». Il s'agit pour les « survivants » de faire de ce lieu un espace de commémoration non institutionnel, un lieu investi de leurs propres chants et banderoles ainsi que ceux des familles des disparus. Des pancartes avec les noms des disparus, des photos aux yeux bandés sont disposés sur les ruines.

Ce jour-là est un jour de commémoration, les associations se réapproprient cet espace de la répression : « Cumple años nuestra segunda piel de casi dos décadas, nos convocan la ley de la memoria y de la vida²⁵ ». Les ex-détenus disparus et les familles des disparus édictent leur propre loi en réponse aux lois du pardon, insoutenables et injustes pour eux. En attendant, la narratrice voit les photos des bourreaux brûler. C'est une fête populaire dans laquelle le vin se mêle à la combustion de l'horreur. Il s'agit de la reconquête de la mémoire et de la vérité sur un espace contaminé par la terreur.

Photographie

La photographie est aussi l'un des vecteurs de la mémoire. Rappelons que les organisations des Droits de l'Homme ont utilisé, et ce déjà sous la dictature, le support photographique pour représenter les disparus et réclamer leur réapparition. Concernant la photographie artistique, divers projets liés à la mémoire de la dictature ont vu le jour. C'est le cas de l'un des travaux de Res, un photographe argentin né en 1957. Il a une vingtaine d'années pendant la dictature et choisit de s'exiler au Mexique. À son retour, il réalise une série appelée *¿Dónde están ?* (1984-1989). Ce titre est en lien avec les revendications des associations dont nous avons parlé plus haut qui demandaient « ¿Dónde están ? » et « Aparición con vida »²⁶. Dans la majeure partie des onze photographies en

²⁴ Nora Strejilevich, *Una sola muerte numerosa*, op. cit., p. 198. « Mais on ne détruit pas les noms, me dis-je, on ne détruit pas les âmes ».

²⁵ *Ibid.*, p. 199. « Ce sont les vingt ans de notre seconde peau, la loi de la mémoire et de la vie nous appelle ».

²⁶ « Où sont-ils ? Qu'ils réapparaissent en vie ! ».

noir et blanc qui composent la série, Res représente des corps, nus, ou plutôt des parties de corps symbolisant celui des disparus, le corps torturé. Nous analysons la dernière photographie²⁷ de la série (Figure 1) car elle fait écho au passage du livre de Nora Strejilevich dont nous venons de parler. En effet cette photographie représente une autoroute suspendue, inachevée, sur fond de paysage urbain lugubre à la tombée de la nuit, dans une ambiance de film policier. Le silence angoissant pèse sur cette friche perdue dominée par l'agressivité de ces ferrailles tordues. Quelque chose s'est produit et tout a été laissé à l'abandon. La scène est dominée par le contre-jour de cet éclairage très violent caché derrière l'échangeur. Sur ce fond vient se superposer un personnage que l'on devine à peine. Il s'agit du photographe qui reconstruit sur des ruines, réécrit ce qui a été effacé, comme un palimpseste. Des bras, synecdoques des corps anonymes des disparus, tiennent en leurs mains des photos de monstres avortés, conservés dans des bocaux. Ce sont des fœtus de tapir : la mort, monstrueuse, est mise en abyme. Par la juxtaposition de ces éléments étrangers au paysage, la composition est surréaliste (on pense d'ailleurs aux collages des surréalistes).



Figure 1 : Res, ¿Dónde están ? (1985)

Tirage gélatino-argentique sur papier baryté, virage au sélénium, 50 x 50 cm.

²⁷ Voir en ligne, Url : http://www.resh.com.ar/esp/obra_big.php?trabajo=5&idioma=1&foto_actual=10 (consulté le 22/01/2015).

On ne peut échapper à cette atmosphère étrange, angoissante et ces morceaux de corps semblent ne pas être à leur place dans ce paysage urbain. Pourtant, ils le sont tout à fait, et Res explique sur son site que cette photographie avait été prise tout près des ruines du « Club Atlético » sans même qu'il ne soit au courant. Cette photographie rend visible ce qui était enfoui, effacé, elle permet un déplacement de l'espace répressif de « sous la terre » à « sur la terre ». Le déplacement est vertical mais cette fois, ascendant. L'artiste sort des ténèbres l'Histoire que le régime voulait enfouir, met en scène un espace contaminé par la répression et ouvre au spectateur la possibilité de réfléchir ou de fuir.

Conclusion

À partir de la réflexion que nous venons de mener, nous voulons montrer que les associations et les créateurs (et bien sûr nous n'avons proposé que quelques exemples), réussissent à redonner corps aux disparus en exhumant les traces, les identités effacées. Ce sont des archéologues de la mémoire argentine en quête de justice et de vérité. Les associations et les créateurs reprennent le pouvoir. Ils déplacent à leur tour, re-séparent des mots et rendent visibles des lieux liés au terrorisme d'État. La mémoire officielle a, elle aussi, avancé : le Jour National de la Mémoire pour la Vérité et la Justice – jour férié qui commémore les victimes civiles de la dictature – a été institué en 2002. De même, la Présidente argentine, Cristina Kirchner a fait des procès contre les crimes de lèse-humanité l'un de ses chevaux de bataille. En effet, à l'occasion du trente-quatrième anniversaire du coup d'État, elle déclare que si la justice n'est pas plus diligente dans les affaires de lèse-humanité, elle fera appel aux tribunaux internationaux.

Tous ces acteurs sociaux que sont les militants ou les artistes reconquièrent les lieux, à la recherche de la vérité, et permettent aux ex-prisonniers politiques, aux familles des disparus ou aux enfants volés de tenter de prendre leur place en Argentine, au moins symboliquement. Les actions militantes et les créations liées au passé permettent au public volontaire de se rapprocher de la réalité historique et ainsi de se construire dans le présent en tenant compte de cette réalité, de se positionner dans la société. Le passé, loin des idées reçues, ne conduit pas à la paralysie mais il devient « un principe d'action dans le présent²⁸ ».

²⁸ Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, op. cit., p. 30-31.

Bibliographie

CALVEIRO, Pilar, *Poder y desaparición : Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Colihue, 1998.

DALEO, Graciela, « El derecho a aparecer de los sobrevivientes », *Cátedra libre de derechos humanos*, Facultad de filosofía y letras – UBA, Buenos Aires, Asociación de ex-detenidos desaparecidos, Argentina, Avril 2000.

DEOTTE, Martine, « L'effacement des traces, la mère, le politique », *Socio-anthropologie*, n° 12, 2002, mis en ligne le 15 mai 2004, [En ligne, Url : <http://socio-anthropologie.revues.org/index153.html>].

HALPERN, Catherine et RANCIERE, Jacques, « Rencontre avec Jacques Rancière : L'émancipation est l'affaire de tous », *SciencesHumaines.com*, 10 mai 2011. [En ligne, Url : http://www.scienceshumaines.com/rencontre-avec-jacques-ranciere-l-emancipation-est-l-affaire-de-tous_fr_27148.html].

MARTIN, Lucas G., « Le mensonge organisé pendant la dernière dictature argentine. Penser la société argentine avec Hannah Arendt », *Tumultes*, 1/2008, n° 30, p. 195-214. [En ligne, Url : www.cairn.info/revue-tumultes-2008-1-page-195.htm].

RES, ¿ *Dónde están ?* (1984/1989), [En ligne, Url : <http://www.res.h.com.ar>].

SARLO, Beatriz, *Tiempo pasado, cultura de la memoria y giro subjetivo, una discusión*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 2005.

STREJILEVICH, Nora, *Una sola muerte numerosa*, Miami, North-South Center Press University of Miami, Edición Letras de Oro, 1997.

TODOROV, Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 2004.